



Justice et esclavages

Sous la direction de **Jean-Paul Jean, Sylvie Humbert,
Olivier Pluen et André Bendjebbar**



La
documentation
Française

« Nul n'est esclave en France ! » est une maxime traditionnellement associée à un édit royal de 1315. Mais deux siècles durant, du milieu du XVII^e siècle à celui du XIX^e, des millions de femmes et d'hommes, capturés puis transportés dans des conditions inhumaines, sont venus abonder la main d'œuvre servile des colonies, du seul fait de leur couleur de peau.

Il fallut attendre l'avènement de la Seconde République en 1848 pour abolir définitivement l'esclavage légal sur tous les territoires français, avant qu'un voile pudique ne tombe sur l'histoire d'une tragédie que les régimes suivants ont préféré occulter.

Les stigmates de cette histoire restent vivaces. Dans un processus mémoriel nécessaire, dont la loi Taubira de 2001 constitue en France un moment essentiel, les débats sur le déboulonnage de statues, les polémiques mémorielles identitaires, les demandes de réparation, témoignent de la complexité de cette entreprise.

Le débat juridique et judiciaire sur l'histoire de l'esclavage est ici remis en perspectives, à partir de travaux réalisés lors d'une série de colloques et de journées régionales d'histoire de la justice ayant associé les historiens et juristes locaux en Guyane, en Martinique, en Guadeloupe, à la Réunion, à Versailles, Lille et La Rochelle.

Cet ouvrage retisse les mailles de l'histoire par un effort d'exhumation de ce que fut la réalité de l'esclavage colonial et d'explication du long chemin – notamment les combats judiciaires, dont l'emblématique « Affaire de l'esclave Furcy » – ayant abouti à son abolition en France.

Avec une ouverture internationale, ces débats se prolongent sur les politiques mémorielles et la question des réparations, consubstantielles à la poursuite d'un récit national commun, plus que jamais nécessaire pour faire face au fléau contemporain d'un esclavage qualifié improprement de « moderne », dont sont victimes plus de 130 000 personnes en France et 40 millions dans le monde.